

CTL DU 14 OCTOBRE 2014 **« Dans un dialogue, il faut être 2 » !!!**

Le sujet unique à l'ordre du jour de ce CTL était la restructuration du réseau en milieu rural. Autrement dit, la fermeture des CFP de CORPS, HEYRIEUX, ROYBON et Les Avenières au 1^{er} Janvier 2015.

Solidaires Finances Publiques avait pris la décision de ne pas rester « dialoguer » avec l'administration pour les raisons que vous trouverez dans notre déclaration liminaire jointe.

Après lecture de cette dernière notons que la seule réaction du Directeur a été de nous indiquer que « dans un dialogue il fallait être deux » et que donc, en indiquant quitter la séance, nous refusions le dialogue social...

Nous avons donc posé la question suivante : « pouvez-vous nous dire que nos interventions lors de ce CT pourront éventuellement déboucher sur un recul de votre décision de fermer les 4 CFP ? »

Réponse du Directeur : NON !!!

Dans ces conditions, il est clair qu'il ne s'agit que d'une parodie de dialogue social et ayant déjà donné nos positions sur la destruction affichée du service public en Isère, mais également partout en France, nous avons donc quitté la séance.

Monsieur le Président,

Ces dernières semaines, les Centres des Finances publiques de Morlaix (Finistère), de Questembert (Morbihan) et d'Albertville (Savoie) ont été incendiés, ceux de Balma (Haute-Garonne) et de Sarrebourg (Moselle) ont fait l'objet d'agressions sous la forme "de dépôt de tas de fumier", la Trésorerie du Mans-Ville a reçu une enveloppe contenant une poudre suspecte. Plus généralement, les agressions écrites, verbales voire physiques des agents des Finances Publiques se multiplient, la DDFIP de l'Isère n'étant, comme vous le savez, pas épargnée.

Au-delà des destructions matérielles, ces actes se veulent la traduction du ras-le-bol fiscal !

Ils traduisent plus certainement le sentiment de rejet de l'impôt.

Les agents des Finances Publiques sont particulièrement inquiets et révoltés d'être la cible de ces actes inqualifiables et intolérables alors qu'ils ne font qu'exercer leur métier.

Solidaires Finances Publiques demande aux pouvoirs publics d'identifier et de sanctionner les responsables de ces actes mais aussi de faire de la prévention un réel enjeu.

Il est en effet illusoire de vouloir responsabiliser les usagers lorsque la première réponse du gouvernement aux agressions est un message d'empathie aussi bien envers les agresseurs qu'envers les victimes.

Nous souhaitons un discours différent sur les Finances Publiques et les agents afin de montrer l'utilité économique et sociale de l'action publique et de ses serviteurs que sont les fonctionnaires.

A cela s'ajoute l'effet de ciseau résultant d'une part, de l'explosion de la charge de travail et d'autre part de la baisse des moyens humains et matériels

En ce sens, la nouvelle vague de suppressions de 2000 emplois n'est pas acceptable, ni supportable pour les agents de la DGFIP.

Solidaires Finances Publiques condamne cette politique libérale de réduction drastique de la dépense publique principalement axée sur la réduction comptable des effectifs, qui dure depuis trop longtemps.

Les conséquences de ces choix sont dramatiques : les files d'attente s'allongent à l'accueil, la fraude fiscale a atteint un niveau inégalé (60 à 80 milliards d'euros de manque à gagner par an), les conditions de travail tant morales que matérielles n'ont jamais été aussi dégradées...

Le climat est devenu absolument délétère dans l'ensemble des services de la DGFIP. La résignation, la perte de confiance et la perte de sens y sont solidement ancrés (même l'observatoire social interne à la DGPIIP confirme cette situation).

Il est indispensable que nous soyons soutenus publiquement et aujourd'hui, ce soutien fait défaut. Les politiques doivent préciser que les fonctionnaires ne sont pas responsables de la crise, qu'ils appliquent la loi fiscale et qu'ils jouent un rôle indispensable au quotidien.

Concernant les suppressions, sans tenir compte de l'avis des agents et des élus, des postes comptables de Corps, Heyrieux, Roybon et Les Avenières, objet de ce CTL, nous reviendrons d'abord sur la méthode.

La direction locale a réalisé son diagnostic sur les forces et les faiblesses présumées de son réseau. Ce diagnostic, transmis à la centrale courant septembre pour arbitrage de la DG et du ministre, devaient permettre la mise en œuvre des premières mesures validées à compter de janvier 2016 (comme évoqué lors du GT national du 10 juillet).

Pourquoi la DDFIP de l'Isère a-t-elle, encore une fois, devancé l'appel, si ce n'est pour de sombres raisons financières, dans le contexte de déficit chronique où elle se trouve ?

Ce sont donc bien les contraintes budgétaires imposées par les décisions politiques qui guident l'esprit de cette « réforme », et en aucun cas le sens du service public ou le bien être des agents comme vous pouvez le présenter.

Alors que la DGFIP remplit des missions vitales de redistribution et de régulation de la vie économique et sociale du pays, il est incompréhensible et injustifiable qu'elle n'ait plus les moyens de fonctionner correctement et d'assurer un service public de qualité, facteur de cohésion sociale.

Attaché au maintien de l'intégralité des missions de la DGFIP en son sein, et à un maillage territorial le plus fin possible, Solidaires Finances Publiques 38 dénonce cette destruction progressive et programmée du service public en Isère.

Constatant :

- que ces suppressions constituent un exemple éclairant et très concret du repli du service public, notamment en milieu rural,
- que votre intention est de persévérer dans cette voie,
- et qu'aucun dialogue fusse-t-il social ne pourra changer cet état de fait,

les représentants de Solidaires Finances Publiques quitteront donc la séance dès que l'ensemble des déclarations liminaires auront été lues.